Déclaration du 18 décembre 2025

Madame la Ministre, Mesdames, Messieurs,

J'aimerais pouvoir vous dire, Madame la Ministre, que nous sommes flattés et ravis de votre présence dans les locaux de la Direction métier des IPCSR et DPCSR, et que ces agents le seront aussi.

Mais, il y a un problème, c'est l'alibi utilisé : un *« GT relatif à une meilleure définition de la notion d'erreur éliminatoire »,* quand le permis de conduire est en proie à la critique permanente, à cause des délais d'attente.

Pardonnez-moi de le dire ainsi, mais la ficelle est un peu grosse !

Les IPCSR et DPCSR ne seront pas dupes.

Commençons par rappeler que, depuis plus de dix ans, notre ministère brille par son absence de considération à l'égard des Inspecteurs et Délégués et leurs missions de Service public.

Je me dois d'évoquer ici la suppression de 17 d'entre elles, parmi lesquelles la privatisation de l'examen du code de la route, qui a introduit des fraudes massives dans un secteur jusque-là sain ; D'évoquer aussi l'augmentation incessante de la charge de travail ; Sans oublier les régimes indemnitaires, scandaleusement faibles, pour ces agents aux innombrables sujétions et aux fortes responsabilités.

Je rappellerai enfin la suppression du CCER, notre seule instance dédiée, qui devait laisser place à des groupes de travail constructifs, qui dans les faits se sont traduits par des échanges stériles, mettant en lumière tout le mépris de l'Administration envers les IPCSR et DPCSR. Nous le constatons encore avec le GT assurance qualité, où l'obsession de la sous-direction réside dans le renforcement de l'assise juridique du dispositif vivement rejeté par les IPCSR, ce qui ne manquera pas de poser problème très prochainement.

Même sur les questions de sécurité et de protection, le MI n'assume pas ses responsabilités. Des vidéos d'un seul et même individu mettent en cause des IPCSR, jetant au passage l'opprobre sur l'ensemble du corps, sans que notre Administration, pourtant alertée, ne tente d'empêcher ces agissements.

L'Administration feint de s'intéresser aux agents, mais s'attache en fait à donner l'illusion d'un dialogue social.

C'est d'ailleurs dans ce même objectif de détournement de l'attention que vous vous êtes fendue aujourd'hui d'un déplacement pour ouvrir ce énième groupe de travail.

Mais qui peut croire que pour faire face à la *« forte tension sur les places d'examen »*, rappelée en introduction de l'invitation à ce *« GT »,* l'heure soit à une réflexion sur *« la définition de la notion d'erreur éliminatoire »,* par ailleurs déjà encadrée par les textes de l'Union Européenne ?

Qui peut croire que le bricolage perpétuel pourra redorer le blason du SPPC et lui redonner les moyens de satisfaire les besoins, rationalisés, de nos concitoyens en matière de mobilité et d'emploi ?

Qui peut croire qu'abaisser sans cesse le niveau de l'examen entrainera des résultats probants en matière de sécurité routière et de réduction des délais ?

Enfin, qui peut croire que des mesures superficielles et caricaturales pourront améliorer la vie professionnelle des IPCSR et des DPCSR et leur assurer un avenir serein ?

Personne ne peut le croire Madame la Ministre. Pas même les plus naïfs. Personne ne peut le croire parce que tous ces leviers, et bien d'autres qui constituaient aussi des leurres façonnés pour permettre des effets d'annonce, ont déjà été utilisés, avec les résultats que l'on connait aujourd'hui. Un service public tenu à bout de bras par les Inspecteurs et les Délégués, parce qu'il n'a pas été redimensionné, au fil des réformes qui sont venues entraver son efficacité et en proportion de l'augmentation de la démographie et des inscriptions.

Tout le monde ici sait qu'il manque *a minima* 200.000 places d'examen chaque année ! Et tout le monde ici sait que pour parvenir à les produire, il est nécessaire de recruter. Et même si personne ne peut l'avouer, chacun sait très bien que le SNICA-FO ne se trompe pas de combat.

Le SNICA-FO est le premier à avoir mis en avant la nécessité d'amélioration de la formation des conducteurs, afin de réduire l'accidentalité routière et les *« délais d'obtention »,* pour reprendre notre formule historique.

Le SNICA-FO est le seul à produire des contributions étayées, notamment celles visant l'amélioration des formations initiales et continues des IPCSR et DPCSR.

Tout est perfectible, Madame la Ministre. Et nous nous attelons à la tâche sur tous les dossiers. Mais nous ne nous cesserons jamais de rappeler que l'augmentation artificielle de la réussite au permis de conduire n'a jamais rien solutionné, comme le démontrent les statistiques : un taux de réussite quasi inchangé depuis cinq décennies, malgré toutes les réformes de l'enseignement et de l'examen ; et des délais d'attente qui continuent de défrayer la chronique, y compris depuis la réforme de 2014 et son lot de privatisations.

Madame la Ministre, au SNICA-FO, nous sommes prêts à travailler sur tous les sujets qui intéressent le permis de conduire et la sécurité routière. L'histoire le démontre. Mais notre rôle de syndicat consiste prioritairement à peser de tout notre poids pour que les agents et leurs missions de service public soient protégés. Sans effectifs supplémentaires il restera exposé à l'appétit des multinationales, notamment celles qui ont récupéré l'ETG. Tous les parlementaires que nous avons rencontrés en ont convenu, y compris ceux qui sont proches du Gouvernement. Malgré les indéniables compétences de ses inspecteurs, la mission de l'IGA pourra tourner et retourner le sujet dans tous les sens, les effectifs sont et resteront le nerf de la guerre pour réduire les délais d'attente, redéployer les indispensables missions de contrôle, éviter les externalisations et la dégradation du rôle des IPCSR et des DPCSR, tout en maintenant un niveau satisfaisant en matière de SR.

Le 8 décembre dernier, dans les couloirs du Palais du Luxembourg, le Secrétaire général du SNICA-FO abordait ce sujet avec Monsieur le ministre de l'Intérieur, qui s'est montré conscient de cette nécessité. Il a d'ailleurs à cette occasion indiqué qu'il était prêt à faire un effort supplémentaire en matière de recrutement. C'est une décision dont nous nous félicitons et qui pourrait être de nature à redonner espoir et confiance aux IPCSR et DPCSR. Nous insistons donc pour rencontrer Monsieur le Ministre rapidement, afin que cet échange soit mené à son terme.

La *« définition de la notion d'erreur éliminatoire »* peut parfaitement attendre, alors que les effectifs sont LA priorité du moment, pour qui veut *« sauver la peau »* du Service public du permis de conduire !

Je vous remercie pour votre attention.